

POLITIQUE DE SALUBRITÉ URBAINE ET CONSTRUCTION SOCIALE DE LA QUALITÉ DE VIE A MOSSIKRO

Kouakou, M'BRA

*Enseignant-Chercheur, Institut d'Ethnociologie
Université Félix Houphouët-Boigny/ Abidjan
mbrakouakou@yahoo.fr.*

Résumé

Dans le cadre d'un développement humain durable en milieu urbain ivoirien, l'Etat travaille à assainir les espaces urbains afin de lutter efficacement contre les nuisances sanitaires et sécuritaires dues à l'insalubrité mais aussi à l'insuffisance d'assainissement et d'aménagement des terrains qui sont inappropriées pour construire socialement une qualité de vie. Toutefois, dans leurs phases opérationnelles, les séances de salubrité des zones urbaines d'Attécoubé précisément de Mossikro sont le plus souvent confrontées aux réalités sociales des populations impactées. Selon les riverains, les conceptions de ces différents projets de salubrité ne prennent pas en compte leurs aspirations et conditions de vie mais, elles ne font que subir les conséquences (déguerpissements inopinés...). Sur cette base, la présente étude qualitative analyse les logiques sociales de la mise en œuvre des politiques de salubrité publique à Mossikro relativement à la construction sociale de la qualité de vie des riverains. Les données collectées auprès de vingt-et-deux riverains de Mossikro, trois agents des services techniques de la municipalité d'Attécoubé et deux autres du District d'Abidjan ont été traitées à partir de l'analyse contenu thématique. Il en ressort que, les problématiques de l'insalubrité et des zones urbaines dites précaires constituent des sources de risques socio-sanitaires et sécuritaires. D'où, des travaux d'aménagement et d'assainissement de Mossikro à travers un engagement communautaire mais aussi un accompagnement étatique s'imposent pour leur assurer un bien-être durable suivant un cadre de vie décent et une pérennisation de la salubrité.

Mots clés : *Assainissement, Qualité de vie, Salubrité publique, Risques sanitaires, Risques sécuritaires*

Abstract

As part of sustainable human development in the Ivorian urban environment, the State is working to clean up urban spaces in order to effectively combat health and safety nuisances due to unsanitary conditions but also to insufficient sanitation and land development that is inappropriate for socially building a quality of life. However, in their operational phases, the sanitation sessions in the urban areas of Attécoubé, specifically Mossikro, are most often confronted with the realities of the impacted populations. According to local residents, the designs of these various sanitation projects do not take into account their aspirations and living conditions but, they only suffer the consequences (unexpected evictions, etc.). On this basis, the present qualitative study analyzes the social logics of the implementation of public health policies in Mossikro in relation to the social construction of the quality of life of local residents.

The data collected from twenty-two residents of Mossikro, three technical service agents from the municipality of Attécoubé and two others from the District of Abidjan were processed using thematic content analysis. It emerges that the problems of unsanitary conditions and so-called precarious urban areas constitute sources of socio-health and security risks. Hence, development and sanitation work in Mossikro through community engagement but also state support is necessary to ensure sustainable well-being following a decent living environment and continued sanitation.

Keywords: Sanitation, Quality of life, Public health, Health risks, Security risks

Introduction

Dans sa perspective de promouvoir la pérennisation du développement humain durable en milieu urbain ivoirien, l'État de Côte d'Ivoire effectue chaque année des sensibilisations auprès des populations notamment celles du district autonome d'Abidjan, aux fins de répondre aux multiples problématiques des risques sanitaires, sécuritaires... inhérentes à l'insalubrité (déchets solides et liquides) voire à l'insuffisance d'assainissement et d'aménagement pouvant amenuiser leur qualité de vie et/ou leur bien-être. Car, comme le souligne cette étude réalisée à Yaoundé, « l'offre des services d'hygiène et de salubrité dans la ville reste encore médiocre » (Ngambi, 2016 : 2). D'où, « il est nécessaire de maîtriser la problématique du développement urbain et aussi de stopper, vue l'urgence, la marche vers le chaos sanitaire généralisé du fait de l'insalubrité notoire dans le district d'Abidjan et dans les autres communes du pays » (Ministère ivoirien de la ville et de la salubrité urbaine, 2008 : 1).

Par ailleurs, diverses actions sont entreprises tant par les autorités administratives du District d'Abidjan que celles des municipalités (Attécoubé...) en vue de libérer les emprises dont les occupations anarchiques obstruent les évacuations spontanées des eaux de ruissellement post-pluies, usées voire des déchets liquides mais aussi les terrains non viabilisés constituant des facteurs de risque d'inondation, de glissement de terre, d'éboulement que subissent constamment les riverains en saisons pluvieuses. Autrement dit, l'État, à travers ses organes locaux (Districts et Mairies), travaille à assainir les espaces urbains afin de lutter au mieux contre les nuisances sanitaires et sécuritaires de l'insalubrité ainsi que le manque d'assainissement et d'aménagement des terrains qui sont inappropriées pour construire socialement la qualité de vie des populations avoisinantes.

Toutefois, dans leurs phases opérationnelles, les séances d'amélioration de la salubrité dans les zones urbaines d'Attécoubé précisément de Mossikro sont le plus souvent confrontées aux réalités des populations impactées dont les conditions sociales (lieu d'habitation, situation sanitaire, sécuritaire, économique...) précaires ne facilitent leurs réalisations. Cela traduit cette observation : « la prise de conscience globale de l'environnement et de la gestion des déchets par les populations n'émergent pas suffisamment » (Yao-Kouassi et Gohourou, 2017 : 1382). Aussi, selon les riverains, les conceptions de ces différents projets ne prennent pas véritablement en compte leurs aspirations et conditions de vie mais, elles ne font que subir les conséquences (déguerpissements inopinés...). Pourtant, « en centrant l'exploration sur l'aspect narratif trop souvent négligé au profit des études sectorielles, et en contextualisant les crises environnementales, les conflits voire les épidémies dans le vécu pluriel des populations, la vulnérabilité peut s'appréhender comme un rapport complexe au territoire » (Allouche et Wandji, 2021, p : 15).

Ces populations soutiennent, dans leur grande majorité, qu'elles sont rarement associées aux prises de décisions radicales de l'État face à la gestion de la problématique de l'insalubrité urbain dans la commune d'Attécoubé notamment à Mossikro. Elles subissent le plus souvent en saison pluvieuse des déguerpissement forcés du fait des risques sécuritaires et sanitaires que constituent les effets des fortes pluviométries pour leur habitat ou leur espace géographique de résidence mais aussi pour leur existence donc de leur qualité de vie dans ce sous-quartier d'Attécoubé désigné socialement précaire. Car, à Mossikro, pendant les saisons des pluies les sinistres sont fréquemment associés aux glissements de terre, aux éboulements voire aux murs des maisons qui s'écroulent sous les poids des eaux boueuses pour engloutir les victimes à l'intérieur de leur maison de type précaire... Sur cette base, le présent article analyse les logiques sociales de la mise en œuvre des politiques salubrité publique à Mossikro relativement à la construction sociale de la qualité de vie des populations riveraines.

Méthodologie

Cet article relève d'une étude qualitative (Aubin-Auger *et al.*, 2008 : 142). Des recherches documentaires, des observations directes et des entretiens semi-directifs (Gaspard, 2019 : 2-3) se sont imposés à sa mise en œuvre.

Les recherches documentaires ont consisté à mobiliser des données méthodologiques mais également théoriques sur des thématiques similaires à la présente matière à réflexion en vue de mieux circonscrire les constats empiriques observés, orienter le principal objectif de cette étude. S'agissant des observations directes effectuées à Mossikro, les regards sociologiques ont été portés sur la qualité des dépôts d'ordures ménagères, le relief sur lequel est construit le quartier, les types d'habitats, la salubrité de l'environnement urbain (dispositions des déchets solides et liquides, la quantité de broussailles... dans le quartier), la qualité des infrastructures d'assainissement et de drainage pour les eaux usitées ainsi que pour le ruissellement naturel des eaux de pluie. Les données des entretiens semi-directifs ont été collectées auprès de vingt-et-deux riverains de Mossikro, trois agents des services techniques de la municipalité d'Attécoubé et deux autres du District d'Abidjan. La sélection de ces participants pour la présente étude, selon un rapport négocié, s'est fondée sur le principe de saturation requis pour les recherches qualitative pour justifier son modèle réduit.

Suite à leurs multiples écoutes et transcriptions, les informations recensées et enregistrée sur un support numérique (carte mémoire) de mêmes que les prises de notes sur support physique (cahier de deux pages) ont été traitées à partir de l'analyse contenu thématique (Seca, 2021 : 35-38). Cette exploitation des données a permis d'aboutir aux résultats qui structurent les différentes articulations exposées dans la suite du développement de ce texte. En outre, dans le cadre de leur discussion, ces différents résultats ont été confrontés aux réalités sociales traitées dans d'autres contrées présentées par divers auteurs à travers leurs études.

1. Logiques sociales de la réalisation des projets de salubrité publique à Mossikro

1.1. Problématique de la gestion de l'insalubrité à Mossikro face aux risques socio-sanitaires

Le terrain de Mossikro est très accidenté et se présente souvent en forme d'escalier. Cette réalité participe à rendre la circulation à l'intérieur dudit quartier très périlleux pendant et après les pluies. Les barques à ordures sont dans ces conditions difficiles à installer au sein du quartier. Donc, elles y existent rarement voire ne fonctionnent pas réellement. Cette ménagère interviewée à Mossikro en traduit ainsi quelques éléments factuels : « ... moi pour aller là où j'habite, il faut monter une pente avec une petite voie... Et, c'est avec de vieux pneus qu'on a fait les escaliers... c'est impossible pour la mairie de venir vider les poubelles de notre quartier... ».

De fait, en plus de sa topographie accidentée, l'absence de caniveaux et l'obstruction de ceux qui existent empêchent aux eaux pluviales et usées de suivre les circuits appropriés pour leurs évacuations naturelles sans participer à la mise en place des facteurs (mauvaises odeurs, nids de moustiques...) de risque sanitaire pour les riverains. Les dires de ce père de famille résidant à Mossikro illustrent cette réalité : « *A cause du terrain accidenté, dans notre secteur, il n'y a pas suffisamment de caniveaux pour évacuer correctement les eaux sales et les eaux de pluie... et la plupart du temps les caniveaux qui sont dans le quartier sont bouchés..., ce qui fait les moustiques et le paludisme ne laissent pas en paix* ». Cette problématique qui joue en sa défaveur des riverains de Mossikro nécessite d'entretenir et de garder les caniveaux existants propres en évitant d'y jeter les ordures ménagères solides (restes d'aliments, sacs et bouteilles en plastiques...) comme liquides (eaux sales, vidanges des fosses septiques...). Il faut également les vider quand l'on constate qu'ils sont bouchés. Il en est de même pour tout Attécoubé où, des séances de salubrité (nettoyages des rues, marchés, caniveaux, alentours des habitations...) au sein de ses sous-quartiers de manières constantes s'imposent. Par ailleurs, des ateliers de formations et d'informations communautaires sur les biens fondés de la salubrité en milieu urbain chez les populations restent indispensables pour la préservation de leur qualité de vie et/ou leur bien-être socio-sanitaire notamment face à la prévention de certaines maladies comme le choléra, la diarrhée, le paludisme ...

Le plus souvent pour y parvenir, les autorités étatiques mobilisent la célérité des réseaux sociaux (une stratégie et/ou ressource primordiale) à pouvoir diffuser les informations pour la réalisation de ses programmes de lutte contre l'insalubrité dans les zones urbaines désignées socialement précaires. Car, il suffit d'une simple annonce officielle et cela se fait relayer dans quasiment tous les groupes de communications et d'échanges communautaires (entre familles, amis, collègues...). Ce, à travers (par exemple) des slogans comme : « si tu aimes la Côte d'Ivoire, ta commune, ton quartier, arrêtes de jeter les ordures dans les rues ». Donc, les réseaux sociaux peuvent constituer un canal viable, fiable et à encourager pour faire passer les messages de sensibilisation dans le cadre de la lutte contre l'insalubrité urbaine et ses conséquences socio-sanitaires notamment dans la commune d'Attécoubé à travers des groupes d'échanges comme ceux de WhatsApp, Facebook, Telegram, Tiktok, Instagram, X, Chat...

1.2. Problématique d'une zone urbaine dite précaire face aux risques socio-sécuritaires

Les maisons de Mossikro sont de type précaire dans leur majorité. Elles résistent difficilement aux fortes intempéries sur le long terme. Ces pluies menacent subséquemment la sécurité des ménages au regard de leurs effets pervers que constituent les inondations, les effondrements des lieux de résidence, les glissements de terre... D'où, la nécessité de réaliser des ouvrages d'assainissement et de drainage spontanés des eaux (pluviales, usitées...) au sein des sous-quartiers de Mossikro pour pouvoir prévenir ces potentiels risques socio-sécuritaires dus aux intempéries qui parfois y entraînent des dommages matériels et des pertes en vies humaines.

L'observation laisse entrevoir souvent que les campagnes de sensibilisations sur les inconvénients des lieux d'habitation des populations dans des quartiers à risque semblent le plus souvent ne pas aboutir aux résultats escomptés. Car, les populations ont conscience de la dangerosité des espaces géographiques qu'elles occupent pour en faire leur lieu d'habitation (occasionnel pour certains acteurs et permanent pour d'autres). Cet enquête qui réalise son commerce au grand marché d'Adjamé fait ce récit pour justifier la présence de certaines personnes à

Mossikro : « *on sait que ces endroits sont facilement inondables pendant les saisons de pluies en faisant même effondrer les murs de nos maisons qui sont coincés et ne sont bien fait... mais on est obligé d'être ici parce que ça nous permet d'aller chaque jour facilement sur nos différents lieux de travail* ». Or, pratiquement chaque année à la même période (Mai, Juin...) ils se produisent les mêmes événements (inondations, effondrements d'habitats, glissements de terre...) inhérents aux intempéries mais aussi aux cadres de vie indécents situés dans des espaces géographiques non viabilisés par l'État. La nécessité de quitter ou de détruire toutes les maisons spontanées situées sur les collines, les flancs de collines voire dans des ravins s'impose puisqu'elles courent le risque d'être, à tout moment, emportées par les eaux de pluies. D'ailleurs, l'érosion provoquée par les fortes intempéries peut à tout instant déchirer les sols et faire disparaître ces types d'habitats dans les décombres avec parfois des pertes en vies humaines.

Toutefois, les associations communautaires voire de jeunes, de femmes des sous-quartiers semblent rarement impliquer aux grandes campagnes consacrées à la salubrité urbaine. Ce jeune riverain (étudiant) de Mossikro expose ces faits récents en ces termes : « *maintenant là, les gens du district c'est la nuit ils viennent pour nous surprendre et casser les maisons des pauvres... Souvent, il y a des personnes qui ont les papiers de leurs maisons au complet mais les gens les cassent... alors que s'ils travaillaient avec les responsables du quartier, il y a beaucoup de choses qu'on peut éviter* ». Aussi, certains lieux de résidence et leurs propriétaires détiennent les documents administratifs étatiques officiels approuvés (ACD, autorisation de construire...) qui leur donne le droit de bâtir leur maisonnée. Cependant, lors des démolitions du fait de leur emplacement avoisinant des zones urbaines désignées socialement à risque, ils se voient inclure parmi les cadres de vie indécents qui font l'objet d'une destruction collective aux fins de prévenir divers risques socio-sécuritaires chez les populations riveraines.

2. De l'aménagement et l'assainissement de Mossikro à la construction sociale de la qualité de vie chez les riverains

2.1. Aménagement et assainissement de Mossikro comme facteur de construction d'un cadre de vie écologiquement acceptable

L'ampleur du problème de l'insalubrité observé à Mossikro nécessite des

travaux d'assainissement et d'aménagement des espaces publics aux fins de procurer aux populations riveraines un cadre de vie décent voire un environnement sain. Cette réalité implique, donc, d'assainir les lieux d'échanges et de commercialisations des denrées alimentaires situés dans les rues de Mossikro notamment les espaces communément appelés petits marchés ou marchés de proximité. Par exemple, pour cet agent du service technique de la mairie d'Attécoubé, *« le nettoyage et le ramassage quotidien des ordures dans ces espaces publics par les riverains des sous-quartiers de la commune participent clairement à améliorer leurs conditions hygiéniques (niveau de propreté, d'un point de vue écologique) »*.

Le recours aux casses des habitats spontanés et le déguerpissement des installations humaines sur les emprises publiques de drainage régulier des eaux usées et de ruissellement constituent un facteur essentiel pour la construction et la mise en place d'un environnement sain, sécurisé et écologiquement confortable pour les populations des sous-quartiers de Mossikro. Par ailleurs, le District d'Abidjan représente la vitrine de la Côte d'Ivoire. Or, Attécoubé et ses différents sous-quartiers (Mossikro...) en font partie intégrante. De surcroît, chaque année, il y a des prix qui sont décernés aux communes les plus propres aux fins d'assurer harmonieusement un développement écologique en milieu urbain dans le pays tout entier. Sur cette base, toutes les localités sont concernées. Elles doivent ainsi contribuer permanemment à la réalisation des défis de meilleures ou belles communes de Côte d'Ivoire. Donc, si les sous-quartiers d'Attécoubé (Mossikro...) restent longtemps insalubres sans apporter de solutions durables pour y remédier, cela risque de ternir l'image de cette vitrine du pays qui se veut écologiquement acceptable. L'entretien et le maintien de la propreté des rues et ruelles doivent faire partie des priorités de chaque habitant de Mossikro. Car, selon cet autre enquêté travaillant au service technique du District d'Abidjan : *« on ne peut pas prétendre être propre à l'intérieur de nos maisons et contribuer inexorablement à rendre l'extérieur sale »*.

L'objectif écologique que sous-tend la réalisation des travaux d'assainissement et de drainage entrepris par les autorités étatiques est de favoriser un écoulement spontané des eaux sous toutes leurs formes (pluviales, usitées...) et mêmes des déchets liquides à travers des voies

(caniveaux propres et non embourbés, encombrés par un quelconque déchet liquide, solide) de transfèrements appropriées et bien construites interconnectées entre elles au sein des sous-quartiers des communes du district d'Abidjan notamment de Mossikro avec pour point de chute le déversement dans la lagune. Cela permet d'éviter de voir les eaux usées (puantes) stagner ou encore couler dans tous les sens au sein des sous-quartiers. De plus, parfois elles obstruent les ruelles tout en rendant difficile les déplacements et les respirations des riverains. D'où, l'une des finalités qui structurent ces projets est de contribuer à rendre justement les accès des différents quartiers faciles pour toutes les populations qui les côtoient quotidiennement. L'État dans sa démarche entend faire respecter les conditions d'assainissement, de drainage et d'aménagement lors des choix de terrains et de construction des maisons dans tous les sous-quartiers (Mossikro y compris) des communes du district d'Abidjan. Et, il y veille à travers son organe de régulation qui est l'Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD).

2.2. Engagement communautaire et accompagnement étatique comme facteur de pérennisation de la salubrité et de l'amélioration de la qualité de vie à Mossikro

Les espaces urbains dont la fréquentation ainsi que la sédentarité des populations y constituent des sources de risques socio-sécuritaires et socio-sanitaires impliquent des aménagements sectoriels appropriés. Ces activités opérationnelles qui résultent des politiques de lutte contre l'anarchie et l'insalubrité en milieu urbain qu'entreprennent les autorités étatiques participent à rendre plus objectif la construction sociale de la qualité de vie des riverains au sein des sous-quartiers des communes d'Abidjan surtout à Mossikro. De plus, dans son programme de prévention des catastrophes post-pluviales, des maladies ou épidémies (paludisme, dengue, choléra...), l'État effectue par anticipation des actions de sensibilisation et de délocalisation des habitants des zones urbaines dites à risque afin de préserver durablement leur bien-être. Or, le plus souvent en l'absence de véritable collaboration entre les deux groupes d'acteurs sociaux (Autorité étatique en charge de l'exécution des travaux de déguerpissement et les populations riveraines) les personnes impactées par la réalisation des séances de salubrité et/ou assainissement se retrouvent sans abri (sans un toit pour sécuriser leur famille). Cela constitue souvent la source de séparation des familles sous diverses

formes : éloignement des conjoints et leurs progénitures, obligation de vivre chez des proches voire au sein des familles d'accueil dans d'autres communes du district d'Abidjan...

D'ailleurs, Mossikro n'est pas en marge de cette réalité car, plusieurs secteurs de ses sous-quartiers sont envahis par des broussailles mais également d'autres types de déchets solides et liquides qui jonchent ses ruelles. D'où, pour cette riveraine et coiffeuse de profession : *« si on veut éviter d'être chassé de notre quartier Mossikro, la solution pour nous c'est de nous organiser en de petits groupes d'entretien pour nettoyer à tour de rôle tous les coins qui sont sales et vider les quelques caniveaux du secteur... »*. Ce, pour éviter que l'on continue de voir leur quartier comme un cadre de vie insalubre où le bien-être social, sécuritaire, sanitaire... serait constamment menacé. Les séances de salubrité en question consistent en diverses activités de nettoyage systématiques des flans de côte/collines, de débroussaillage et désherbage des alentours des lieux d'habitation ou de résidence.

Ces séances communautaires de salubrité publique se traduisent également par la fermeture des nids de poules, le désherbage des longs de routes, le balayage des ruelles, la vidange des caniveaux, la vidange des poubelles et des barques à ordures sauvages, la destruction des ordures solides (vieux pneus, sacs plastiques...). Cette organisation pratique de ces activités donne parfois la possibilité aux populations de se procurer des outils indispensables (brouettes, balais, pelles, râteaux, machettes, dabs, pioches...) pour assurer un bon nettoyage de leur quartier Mossikro et ses sous-secteurs. Cette manière de faire se trouve nécessaire pour un assainissement et un drainage durable des déchets liquides, des eaux de ruissellement post-pluies. Ce, pour anticiper sur les saisons de pluie avec leurs corollaires d'inondations, glissements de terrains.

Cette opérationnalisation des actions de salubrité permet de réduire au sein des ménages installés à Mossikro le nombre de cas de maladies comme le paludisme, le choléra, la diarrhée, la dengue... En outre, selon témoignage de cet enquêteur chauffeur de taxi communal à Attécoubé : *« pendant les mois de chaleur, les reptiles notamment les serpents ou d'autres insectes comme les scorpions, les scolopendres... se glissent souvent dans les lieux d'habitation pour y rechercher un endroit approprié pour assurer leur survie »*. Or, cela constitue une source d'insécurité pour les membres des ménages avec la menace

de se faire mordre ou piquer à tout moment par un serpent, un scorpion, un scolopendre... Donc, le fait de rendre l'environnement urbain sain concoure à garantir la lutte contre l'insalubrité et ses effets pervers sur les habitudes de vie, les conditions de vie, la santé et/ou le bien-être des populations dans les sous-secteurs de Mossikro. De plus, cela permet de réduire efficacement les éventualités de déguerpissements forcés de cet espace urbain par l'État au regard de son niveau d'assainissement.

3. Discussion

Des observations faites à Mossikro, le manque de canalisation adéquate dans ses quartiers constitue une véritable source de vulnérabilité lors des grandes saisons de pluie dont les effets corollaires (inondations, éboulements, maladies...) sont bien souvent néfastes pour la qualité de vie voire le bien-être des acteurs sociaux qui y sont établis. D'ailleurs, « la faiblesse des États et des municipalités des pays en développement rend impossible une intervention à large échelle à savoir, une évacuation des déchets solides et des eaux usées presque totale qui se fait en périphérie de la ville, vers des infrastructures permettant leur traitement (valorisation, élimination ou stockage) » (Durand, 2012 : 18).

Malgré cet état des faits, diverses actions d'assainissement, de drainage et d'aménagement entreprises par les autorités étatiques participent à réduire le niveau des menaces et bien évidemment épargner de nombreuses vies humaines face aux catastrophes parfois inopinées occasionnées par les intempéries. Autrement dit, les logiques sociales qui sous-tendent les réalisations des projets de salubrité publique dans les sous-quartiers de Mossikro sont inhérentes à la prévention des risques socio-sécuritaires et socio-sanitaires. Ainsi, « l'assainissement de l'environnement physique des populations doit prendre en compte le circuit de gestion des déchets mais aussi la surveillance épidémiologique des maladies (paludisme, infection respiratoire aigüe, diarrhée) » (Possilétya *et al.*, 2019 : 18). Ces activités de salubrités sont observables à travers le déguerpissement, l'évacuation des personnes installées dans les sous-secteurs de Mossikro qui sont facilement inondables lors des saisons des pluies à cause du manque d'infrastructure de drainage des eaux pluviales voire des déchets liquides. « Les conséquences du dysfonctionnement des systèmes d'assainissement (stagnation des eaux

usées dans les espaces vides, les ruelles, la chaussée...) sur le cadre de vie et l'écosystème naturel prennent de l'ampleur et interpellent tous les acteurs impliqués à prendre des décisions appropriées » (Wethé *et al.*, 2003 : 2).

D'ailleurs, de nombreux lieux de résidence sont situés sur des emprises publiques, des espaces à risque et illégaux au regard de leurs emplacements et du manque de documents administratifs justifiant l'autorisation de construire une quelconque maison sur lesdits sites. Ainsi, pour le bien être socio-sécuritaire, socio-sanitaire... de ses populations, l'État ne tolère pas la prolifération des habitats spontanés qui généralement n'obéissent pas aux normes de la construction instituée par le Ministère de la Construction du Logement et de l'Urbanisme (MCLU). D'où, face à sa politique de salubrité en milieu urbain et de construction sociale de la qualité de vie de ses populations, l'État réalise des actions de libération des emprises publiques illégalement obstruées par des installations humaines non autorisées aux fins de rendre à nouveau opérationnel les infrastructures de drainage des eaux (pluviales, usées, déchets liquides). De surcroît, selon l'Organisation Mondiale de la Santé, « les facteurs de risque environnementaux, tels que la pollution de l'air, de l'eau et des sols, l'exposition aux substances chimiques, le changement climatique ou le rayonnement ultraviolet, contribuent à la survenue de plus de 100 maladies ou traumatismes » (OMS, 2016 :1).

Toutefois, de la situation actuelle, l'une des préoccupations des actions de déguerpissements au sein des sous-quartiers dits précaires se trouve être le manque de suivi post-notification de mise en demeure soumise à l'information et à la prévention de riverains relatives aux éventuelles activités d'assainissement à mener sur les espaces urbains ou péri-urbains qu'ils occupent. Dans la mesure où, face à cette insuffisance dans le suivi et surtout au temps relativement long que met le projet pour son démarrage effectif, certains acteurs qui avaient accepté de partir, sur encouragement des proches n'ayant pas daigné opérer le déplacement, reviennent sur les mêmes espaces à déguerpir. Or, le jour l'État décide démarrer réellement ses travaux de démolition des habitats impactés par son projet, il ne leur accorde quasiment plus assez de temps pour déménager des lieux. Et, souvent les concernés semblent avoir oublié l'existence d'une notification antérieure leur signifiant un délogement.

Donc, l'ultime notification de mise en demeure coïncide généralement avec le début des travaux d'assainissement. D'où, parfois, le constat de divers conflits observés dans les quartiers concernés entre l'État et les riverains lors de l'exécution des travaux.

Par ailleurs, les volets environnementaux ne semblent pas être clairement expliqués aux résidents des quartiers impactés par ces différents projets de transformation des cadres de vie en milieu urbain. Alors que, au-delà de ses aspects d'assainissement, d'aménagement... les opérations de démolitions des habitats, potentiellement installés sur les emprises publiques mais surtout le déguerpissement de leurs occupants, les travaux réalisés prévoient des volets d'embellissements au sein des espaces urbains afin de favoriser des aires écologiques pour le bien-être des riverains. D'où, l'État doit promouvoir « des politiques inclusives qui prennent en compte les propositions des populations pour aboutir à de résultats novateurs et durables comme prônés par les approches écosantés » (Possilétya *et al.*, 2019 : 18).

Aussi, l'État encourage les constructions d'espaces et d'infrastructures à vocation écologique (espace vert...) voire ludiques (loisirs, sportifs...) dans le respect des objectifs et dispositions qu'imposent les mesures (critères) d'assainissements en milieu urbain. « La gouvernance en matière de gestion des déchets en Afrique est étroitement associée à l'évolution de la période coloniale des administrations locales (quartiers des colons équipés en infrastructures que ceux des noires), dont chaque étape a influé sur les systèmes de gestion des déchets » (Djan, 2019 : 453). Malgré cette réalité sociale, dans son vaste programme d'assainissement à Abidjan, l'État entend engager de véritables actions en vue de lutter efficacement contre le désordre, l'insalubrité et surtout prévenir les résurgences des cas d'inondations (dégâts matériels, pertes en vies humaines) enregistrés chaque saison pluvieuse.

Cependant, il est à noter que ces actions étatiques semblent ne pas être appréciées de la même manière par l'ensemble des populations. Car, il existe parmi elles, des catégories sociales précisément les classes des plus indigents qui se sentent souvent marginaliser par le processus de réalisation de ces projets (assainissement, prévention des risques d'inondation...) étatiques dans les quartiers d'Abidjan comme Mossikro.

En d'autres termes, quasiment toutes les opérations de démolitions d'habitats et de déguerpissement ont tendance à toujours concerner les zones urbaines qui abritent des quartiers socialement désignés précaires. De nombreuses familles déjà indigentes voient leur niveau de misère s'accroître du fait des démolitions de leurs logis et plus généralement de leurs lieux de productions quotidiennes de ressources économiques (petits commerces, magasins ateliers de couture, coiffure, mécanique auto/moto, menuiserie, maintenance électronique...). Plusieurs parmi elles deviennent des sans-abris fixes, avec pour corollaires des difficultés à pouvoir se soigner, se nourrir ...

Conclusion

Il ressort de cette étude que les actions d'assainissement observées au sein des sous-quartiers d'Attécoubé surtout à Mossikro visent objectivement un entretien approfondi des infrastructures existantes dédiées à l'évacuation spontanée des eaux (post-pluies, usitées) et des déchets liquides. Elles entrevoient également la construction de nouvelles canalisations aux endroits où la transformation de l'environnement urbain (aux fins écologiques, sécuritaires, sanitaires) en impose la nécessité pour l'amélioration du bien-être et/ou des conditions de vie des riverains. Car, cela permet de palier à la problématique des espaces urbains à risques qui fait fréquemment vivre aux populations des phénomènes inopinés comme les inondations, les écoulements de boues qui créent de nombreux dommages parfois inestimables et irréversibles sur leurs passages (destructions d'habitats, de matériels, de vies humaines).

En outre, le volet écologique n'est pas en marge des travaux d'assainissement. Les autorités étatiques entendent à travers ces divers projets d'aménagement et d'assainissement faire émerger de nombreux quartiers dits écologiques dans le district d'Abidjan où, il fait bon vivre pour l'ensemble des populations. De plus, l'un des objectifs des activités étatiques d'assainissement est de remédier aux problèmes causés par les phénomènes du cadre de vie indécemment voire insalubre et du désordre urbain qu'engendrent les proliférations incontrôlées des habitats spontanés dits précaires. D'où, les logiques sociales de ses politiques de salubrité publique menées à Mossikro relativement à la construction

sociale de la qualité de vie des riverains. Par ailleurs, l'État veut à tout prix, dans cette même optique, faire du district d'Abidjan la véritable vitrine de la Côte d'Ivoire suivant les conditions du développement durable.

Références bibliographiques

Aubin-Auger Isabelle, Mercier Alain, Imbert Patrick et Letrilliart Laurent (2008), « Introduction à la recherche qualitative », *Exercer, la revue française de médecine générale*, Volume 19, Numéro 84, PP. 142-145, <https://www.researchgate.net/publication/285158641>.

Allouche Jeremy et Wandji Dieunedort (2021), « La vulnérabilité cumulative face aux défis socio-environnementaux en Côte d'Ivoire », *VertigO : La revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 21, Numéro 3, Pp. 1-23, ISSN 1492-8442 (digital), <https://id.erudit.org/iderudit/1089915ar>.

Gaspard Claude (2019), *Étude qualitative : définition, techniques, étapes et analyse*, Scribbr, Publié le 22 octobre 2019, <https://www.scribbr.fr/methodologie/etude-qualitative/>

Djan Kabran Aristide (2019), « Crise de la gestion de l'environnement en Côte d'Ivoire : Vers une sociologie du réseau de gouvernance des ordures ménagères à Korhogo », *Revue Africaine de Sciences Politique et Sociales*, n°24, Décembre 2019, Pp. 451-471, ISSN : 2338-2796, <https://www.researchgate.net/publication/354664424>.

Durand Mathieu (2012), « La gestion des déchets dans une ville en développement : comment tirer profit des difficultés actuelles à Lima ? » *Dans Flux*, n° 87 Janvier - Mars 2012, pp. 18-28, pages 18 à 28 *Éditions Métropolis*, ISSN : 1154-2721, <https://www.cairn.info/revue-flux1-2012-1-page-18.htm>.

Ministère de la ville et de la salubrité urbaine (2008), « La semaine de la propreté. La propreté c'est l'affaire de tous... alors changeons de comportements », du 18 au 25 octobre 2008.

Ngambi Jules Raymond (2016), « Les pratiques populaires à la rescousse de la salubrité urbaine : la précollecte, un service alternatif aux insuffisances du système formel de gestion des déchets à Yaoundé », *Cybergeo: European Journal of Geography*, [En ligne], Espace,

Société, Territoire, document 789,
<http://journals.openedition.org/cyberge/27782>.

OMS (2016), « L'insalubrité de l'environnement provoque 12,6 millions de décès par an », Communiqué de presse, 15 mars 2016, Genève, <https://www.who.int/fr>.

Seca Jean-Marie (2021), « Analyse de contenu, des discours et pratiques sociales : cours magistral dans l'UE 702-EC2 : Théories et méthodes de la recherche 1 (Master 1 de sociologie), Recherche et intervention 1 », Nancy, Département de sociologie, France, Pp.73, <https://hal.univ-lorraine.fr/hal-02992466v3>.

Possiletta Koné-Bodou Julie, Kouame Kouamé Victor, Doukoure Fé Charles, Yapi Dopé Armel Cyrile, Kouadio Serges Alain, Ballo Zié et Sanogo Abiba Tidou (2019), « Risques sanitaires liés aux déchets ménagers sur la population d'Anyama (Abidjan-Côte d'Ivoire) », *VertigO - La revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 19, numéro 1, mars 2019, ISSN 1492-8442 (numérique), <https://id.erudit.org/iderudit/1065430ar>.

Wethe Joseph, Radoux Michel et Tanawa Emile (2003), « Assainissement des eaux usées et risques socio – sanitaires et environnementaux en zones d'habitat planifié de Yaoundé (Cameroun) », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* [Online], Volume 4 Numéro 1 | mai 2003, <http://journals.openedition.org/vertigo/4741>.

Yao-Kouassi Quonan Christian et Gohourou Florent (2017), « Pratiques sociales et sensibilisations autour de la question des déchets urbains dans le district d'Abidjan », *International Journal of Advanced Research (IJAR)*, 5(9), 1382-1387 1382, ISSN : 2320-5407, <http://dx.doi.org/10.21474/IJAR01/5456>